

MARIE MENDRAS

Discours et message politique

D'Union soviétique nous parviennent de nouvelles images et de nouveaux slogans. L'Occident lui-même s'habitue à parler de l'URSS en un langage fait de mots clés soviétiques, de dialectique et d'espoirs humanistes. Le rébus devient d'autant plus indéchiffrable que la lecture s'effectue à travers plusieurs prismes, mêlant valeurs occidentales et critères soviétiques. La direction du Parti communiste et Mikhaïl Gorbatchev le premier recherchent l'universalité du langage pour réaffirmer l'universalité de leur philosophie et de leur système. Derrière les professions de foi d'humanisme et de modernisme économique et social, on retrouve toujours cette recherche d'identité russe et de spécificité socialiste en lesquelles les dirigeants soviétiques voient le meilleur frein à un affaiblissement de leur pays.

Sans vouloir réduire la « dynamique Gorbatchev » à un simple ravalement de façade ou à une pure opération de propagande à l'usage de l'étranger, il convient de prendre toute la mesure de l'effort déployé par la nouvelle direction pour présenter, justifier et faire applaudir ses choix, en Union soviétique comme au-dehors. La persuasion est sans conteste l'un des instruments les plus efficaces de la politique générale de renouveau engagée par l'équipe Gorbatchev. Celui-ci, loin de rompre avec le culte du mot, renforce la force du discours politique, des media, de la diplomatie officielle et moins officielle. Il ne se détourne pas de l'idéologie comme moyen de gouverner mais cherche à donner au credo soviétique une crédibilité et un pouvoir neufs. Le fait d'insister sur la modernisation économique, l'ouverture et le dialogue, n'indique pas nécessairement une tendance à la déidéologisation du système. Le pragmatisme a toujours imprégné le discours soviétique ; il n'est aujourd'hui que mieux

intégré. Plutôt que d'alterner références idéologiques et considérations pratiques, « tactique » et « stratégie » se mêlent dans la pure tradition léniniste dont Mikhaïl Gorbatchev se réclame plus vivement qu'aucun de ses prédécesseurs. Le réalisme du langage gorbatchévien provient surtout de son caractère stratégique, c'est-à-dire que l'expression de la politique du parti constitue un moyen direct de cette politique et ne se réduit pas à un rite incantatoire. Le secrétaire général tente de redonner toute sa valeur au discours et de réactiver l'*agitprop*, cherchant ainsi à satisfaire au rituel communiste tout en retirant des bénéfices politiques.

UNE NOUVELLE IDÉOLOGIE ?

L'idéologie ne se limite pas au discours ; le discours n'est pas seulement l'expression de l'idéologie. Les deux ont une fonction, qui se confond par segments, mais pas en totalité. Le discours officiel soviétique peut être résolument pragmatique comme très « idéologique ». Il transmet, par le Kremlin, les agences de presse, les media, des informations et des messages de plusieurs natures : analyses de situation, déclarations de politique intérieure et extérieure, formulations des grands principes qui sous-tendent le système soviétique. Ces messages n'ont jamais été parfaitement figés, même pendant les années Brejnev qualifiées aujourd'hui à Moscou de « période de stagnation ». Mikhaïl Gorbatchev affirme sa fidélité au marxisme-léninisme comme base idéologique et aussi à la politique léniniste comme un guide pour l'action. C'est surtout le second objet, le guide politique, qui intéresse le chef du Parti communiste, les règles idéologiques constituant un fond permanent dans lequel on peut puiser si besoin est mais que l'on peut aussi ignorer dans certains cas. Le sociologue Vladimir Shlapentokh, qui a quitté l'URSS il y a quelques années après une longue expérience d'étude de la société soviétique, exprime autrement cette distinction entre le discours et l'idéologie. Il distingue « l'idéologie publique » de « l'idéologie du parti »¹. Selon lui, la première est en quelque sorte la face visible de l'idéologie soviétique, l'expression du message politique officiel. Elle évolue très peu, car elle subit les contraintes de tout ce qui est public. L'« idéologie du parti », par contre, fait preuve d'une plus grande flexibilité, car elle est à l'usage du parti dirigeant uniquement.

1. Vladimir Shlapentokh, A Case Study of the Shaping of a New Party Ideology, *Soviet Studies*, Glasgow, vol. XL, n° 1, janvier 1988, p. 1-20.

Ce qu'entend V. Shlapentokh par « idéologie » du parti correspond en réalité à ce que je préfère nommer la « stratégie politique », avouée publiquement ou non, du parti. Quant à l'« idéologie publique », elle se rapproche de ma définition du « discours », c'est-à-dire l'expression publique, qu'elle soit vraie ou fausse, des positions et des intentions des dirigeants. De par sa nature publique, le discours officiel demeure bien sûr fortement contrôlé et V. Shlapentokh a raison d'écrire que son contenu idéologique ne se modifie guère. Toutefois, la forme et la *fonction* de ce discours subissent actuellement des modifications rapides, parfois désordonnées, qui produisent des déséquilibres avec la construction idéologique du système qui, elle, peut très difficilement évoluer.

L'idéologie, au sens propre du terme, n'a pas subi de modifications significatives depuis la mort de Brejnev, non pas tant d'ailleurs parce qu'elle est peu susceptible de se réformer, mais parce qu'elle est utile aux autorités, dans son rôle historique, et ne gêne pas au fond la conduite de la politique. Quand Mikhaïl Gorbatchev fait l'éloge de la « nouvelle pensée politique » (*novoe polititcheskoe mychlenie*), il ne prône pas une révision de l'idéologie marxiste-léniniste sous sa forme soviétique. Il appelle plutôt à une nouvelle approche, une meilleure tactique dans la conduite des affaires. Le terme *mychlenie* est bien trop ambitieux mais sert à donner au « renouveau » voulu par le parti une publicité maximale et un fort impact politique en URSS, dans les pays de l'Est et à l'Ouest.

Les textes officiels accordent aujourd'hui une importance sans précédent aux notions « léninistes » de tactique et stratégie, ainsi qu'à la « dialectique » qui doit faire des merveilles pour lier les exigences de la pratique aux idéaux affichés, pour présenter les attermoissements et les contradictions comme des ressorts essentiels de la recherche d'une nouvelle ligne politique. Dans son grand discours pour le soixante-dixième anniversaire de la Révolution, le 2 novembre 1987, Mikhaïl Gorbatchev a fait un éloge de la « pensée de Lénine » et de « l'ensemble des activités des bolcheviks » qui, « par la souplesse et l'originalité des solutions tactiques, par l'audace politique, sont un échantillon éclatant de la pensée antidogmatique, authentiquement dialectique, bref de la pensée nouvelle ». Il ajoute un peu plus loin : « La nouvelle pensée politique, ce n'est pas simplement une déclaration ou un appel, mais c'est, si l'on veut, une philosophie de l'action, une philosophie de la vie. »²

2. M. S. Gorbatchev, *Oktiabr' i perestroika : revoliutsiia prodoljaetsia* (Octobre et la restructuration : la révolution continue), *Pravda*, 3 novembre 1987, p. 2-5.

Ce discours du 2 novembre 1987 était attendu, à Moscou comme dans les capitales étrangères, comme le grand exposé du « gorbatchévisme ». Les autorités soviétiques avaient même préparé l'opinion à l'événement en justifiant les vacances prolongées du secrétaire général par la préparation du fameux discours d'anniversaire. M. Gorbatchev avait lui-même retenu cette explication, au cours de sa réapparition publique fin septembre, insistant plutôt sur la rédaction de son ouvrage³ qui, sur le fond, n'est qu'un agencement des propos tenus le 2 novembre et d'autres discours prononcés au cours de l'année 1987.

Ces deux textes sont donc, à ce moment, l'exposé de la « pensée » de Mikhaïl Gorbatchev, approuvée par le parti. Or, ils frappent par leur pauvreté à la fois sur les grandes questions idéologiques, sur les propositions économiques et sur le projet politique. Malgré la volonté maintes fois déclarée de n'envisager la politique intérieure et les affaires étrangères qu'en interaction permanente l'une avec l'autre, le secrétaire général dissocie les deux domaines, accordant la première grande moitié de ses propos aux questions internes dans un registre souvent ambigu. Malgré le style volontaire et résolument pragmatique, les développements sur la « démocratisation » et le rôle de l'individu et de l'opinion dans le système, ou encore la politique des nationalités et le dilemme centralisation/responsabilisation n'ont, à une lecture attentive, qu'une signification imprécise. Jugements moraux, critiques des méthodes passées et injonctions pour l'avenir se fondent avec plus ou moins de bonheur pour produire cette « philosophie de l'action » qui dynamiserait la société soviétique. Ainsi, au terme de sa troisième année au pouvoir, M. Gorbatchev était encore bien loin de construire un projet de renouveau politique et social, sur des bases neuves. La relance du débat sur la période stalinienne, qui occupait une large place dans son discours du 2 novembre, montrait certes que la question reste centrale en URSS aujourd'hui, mais indiquait surtout que la discussion sur les fondements du système — idéologie, rôle dominant du parti, dimension impériale — ne fait qu'effleurer le passé et ne s'ancre pas dans le présent. *A contrario*, la critique des méthodes brutales de Staline, et pas assez « démocratiques » de Khrouchtchev, ou encore de l'inefficacité brejnévienne, permet à la direction actuelle de réaffirmer « la justesse du choix socialiste » et l'infaillibilité du parti, « parti de tout le peuple » et « avant-garde du socialisme en développement »⁴.

3. M. S. Gorbatchev, *Perestroïka*, Paris, Flammarion, novembre 1987.

4. Discours de M. Gorbatchev le 2 novembre 1987 (cf. n. 2).

Paradoxalement, les modifications sérieuses du dogme soviétique datent d'avant Gorbatchev même si celui-ci a ensuite présidé à leur officialisation, reprenant le fil laissé par Iouri Andropov au début de 1984. Le nouveau programme du Parti communiste de l'URSS en est le meilleur exemple. La rédaction d'un nouveau texte pour remplacer le programme khrouchtévien de 1961 était à l'ordre du jour depuis des années. Il a finalement été adopté en novembre 1986. Il est bien sûr impossible de discerner les révisions qui n'auraient pas abouti sans l'impulsion de M. Gorbatchev et de ses proches. Par contre, on sait que le rejet du déterminisme utopique de 1961 était acquis. Tout ce qui touchait au « rattrapage » des Etats-Unis par l'URSS et à la défaite du capitalisme sous les coups de butoir du socialisme avait perdu son sens et gênait les responsables du parti comme tous les porte-parole de l'idéologie officielle. Dans le Programme de 1986, il n'est plus fait mention de « la victoire du communisme » ; le processus d'« édification » du communisme se poursuit mais sans la perspective de la grande victoire finale⁵. Dès la mort de Brejnev, le concept de « socialisme développé » qui qualifiait ambitieusement l'état présent de la société soviétique tombe en désuétude ; il a aujourd'hui disparu du discours. Lui ont succédé des termes évoquant l'effort, le progrès sur le long terme et bien différents du *satisfecit* brejnévien : « consolider » le socialisme, « activer » le développement du socialisme, et, depuis 1985, des slogans plus percutants : « accélération » (*ouskorenie*) et « restructuration » (*perestroïka*).

Le dogme a également évolué sur la politique internationale. La question était en gestation depuis la fin des années 1970. Dans de nombreux articles de revues soviétiques, des experts, le plus souvent proches du Comité central du parti, s'interrogeaient sur les postulats de la position du socialisme dans le rapport de force international. Après trop d'années de simplification abusive sur les progrès irrésistibles du socialisme dans le monde et l'amélioration constante du rapport de force entre les deux camps en faveur du socialisme, il était temps de réajuster le schéma aux réalités. Le combat entre l'Est et l'Ouest ne s'apparente pas à un simple jeu à somme nulle. Chacun doit prendre en compte les intérêts et les contraintes de l'adversaire. Le monde est interdépendant et la sécurité de l'un ne peut s'assurer aux dépens de l'autre. La menace nucléaire résulte de la dynamique de compétition, pas simplement du bellicisme américain, et doit être

5. Programme du Parti communiste de l'URSS, nouvelle rédaction, Moscou, Novosti, 1986.

enrayée par la coopération mutuelle. Dans cette reformulation de la compréhension soviétique, la coexistence pacifique chère à Nikita Khrouchtchev devient un mode d'existence reconnu et destiné à durer très longtemps ; ce n'est plus présenté comme un moyen ou une tactique transitoire. Mikhaïl Gorbatchev a encouragé l'officialisation de cette approche qui se dessinait déjà très nettement depuis quelques années et que l'on enveloppe aujourd'hui du précieux slogan de « nouvelle pensée » en politique internationale. Tout comme la *glasnost* dont l'on peut suivre la trace jusqu'à la Russie tsariste du XIX^e siècle, et la *perestroïka* que prônait Jdanov dans les années 1930⁶, la « nouvelle pensée » a précédé M. Gorbatchev dans les publications soviétiques (par exemple, un ouvrage de propagande publié en 1984 et intitulé *La nouvelle pensée au siècle nucléaire*⁷).

Il y a donc volonté de bousculer le dogme établi sur certains sujets clés, entérinant ainsi une prise de conscience parfois bien antérieure à 1985. Le débat ne fait par contre que commencer ouvertement aujourd'hui sur d'autres questions cruciales, en particulier le traitement des nationalités non russes et la définition de l'identité ethnique, la conception stalinienne de la nation ne pouvant plus répondre aux défis actuels⁸. On sait que le débat économique demeure très vif à l'aube de « la deuxième phase de la restructuration économique », pour reprendre la terminologie officielle qui caractérise ainsi le passage en 1988 à la mise en application des mesures discutées auparavant.

Les révisions partielles de postulats dogmatiques dépassés et la critique du bureaucratisme administratif ne conduisent pas à une remise en cause de l'idéologie dominante. Elles représentent des ajustements dans la matrice explicative, ajustements dont la fonction est essentiellement tactique, c'est-à-dire visant à assurer une meilleure efficacité au discours idéologique. Après avoir laissé s'exprimer des voix discordantes et créé ainsi un « bouillon de culture » générateur d'une nouvelle dynamique politique dans la *nomenklature* du parti et l'élite intellectuelle, Mikhaïl Gorbatchev a jugé bon de rappeler, et de faire répéter par tous les canaux officiels pendant l'année 1987, que la *perestroïka* est avant tout un processus de modernisation du socialisme dans sa forme historique : « *C'est dans le développement*

6. Cf. le discours de Jdanov au plenum du Comité central du parti le 26 février 1937, publié dans la presse soviétique le 15 mars 1937.

7. Anatolii Gromyko et Vladimir Lomeïko, *Novoe mychlenie v iadernyi vek*, Moscou, Ed. « Relations internationales », 1984.

8. De nombreux articles sont parus en 1987. Cf. notamment la table ronde publiée dans la revue d'histoire *Istoriia SSSR*, n° 6, 1987, p. 50-110.

du socialisme, dans le prolongement des idées et de la pratique du léninisme, de la Révolution d'Octobre, que nous voyons le sens profond de notre œuvre, de nos soucis d'aujourd'hui, notre tâche majeure et notre obligation morale. »⁹ Le système soviétique doit fonctionner avec plus d'efficacité, il doit prouver que la ligne du parti est juste.

Ainsi, si l'on peut parler d'une « modernisation » de l'idéologie dans la formulation et l'accentuation, on n'entrevoit ni le début d'une véritable réécriture du socialisme à usage soviétique, ni une tendance à minimiser l'idéologie dans le discours et la pratique politique. En cela, le secrétaire général du parti répond à une logique de pouvoir qui veut qu'il représente la classe dirigeante et poursuive la tradition, tout en s'imposant comme la seule alternative possible pour l'URSS. En période de succession et de consolidation d'un nouveau pouvoir, en 1985-1988 comme en 1953-1957 ou 1964-1970, l'essentiel est de faire passer, auprès du parti et dans les grandes capitales étrangères, un message ambitieux et rassurant, projetant à la fois la puissance et la retenue.

LE MESSAGE POLITIQUE : PAIX ET « PERESTROÏKA »

Mikhaïl Gorbatchev a joué sa carrière dans la longue période de succession ouverte avec la maladie de L. Brejnev vers la fin des années 1970. En mars 1985, il représentait une nouvelle génération, une relève¹⁰. C'est en soufflant le changement qu'il pouvait assurer une victoire sur les plus anciens du Comité central. C'est avec un message de renouveau qu'il a dès le départ affirmé son rôle de dirigeant suprême. Aujourd'hui, il est très fréquent d'entendre un Soviétique, à Moscou et dans d'autres villes d'URSS, se référer à la politique du parti par le simple mot de « changements » (*peremeny*), qu'il utilise sans toujours savoir ce que recouvre ce terme, si ce n'est la ligne officielle.

Les autorités préfèrent elles parler de *perestroïka*. Le mot « restructuration », qui au début ne s'accordait qu'avec « économique », s'accorde maintenant avec tout : *perestroïka* morale, idéologique, psychologique, administrative, éducative, etc. La *perestroïka* est devenue, dans le discours officiel et dans l'esprit des gens, le slogan

9. Discours de M. Gorbatchev le 2 novembre 1987 (souligné par nous).

10. Cf. la contribution d'Archie Brown à ce numéro.

définitif qui caractérise désormais le nouveau cours prôné par M. Gorbatchev et le parti en 1985-1986. Le sort réservé aux divers slogans lancés pendant ces deux premières années illustre assez bien l'évolution du débat politique au sommet et, en fin de compte, les limites reconnues du changement.

Au plenum d'avril 1985, le nouveau secrétaire général organise son premier grand discours autour du concept d'« accélération » (*ouskorenie*) économique, déjà accompagné en second de la « restructuration » : il faut accélérer le rythme du développement national qui a eu tendance à stagner les années précédentes. Dès ce moment, le discours prend appui sur une évaluation sans indulgence de la situation du pays et sur une sévère critique des erreurs passées. Il continuera de se nourrir de cette critique qu'il développera en un triptyque « critique, autocritique et *glasnost* ». *Glasnost* a été traduit par les agences de presse soviétiques en « transparence » et cette traduction s'est enracinée. Pourtant, elle n'est pas plus fidèle que la version anglaise, *openness*. Le terme *glasnost* se rapproche plus de l'idée de « publicité », rendre public un message pour en convaincre son interlocuteur. Dans son discours au plenum du Comité central de janvier 1987 consacré à la politique des cadres, Mikhaïl Gorbatchev exprime avec le plus de véhémence l'importance qu'il attache à la critique et la *glasnost*, ces méthodes devant contribuer à « purifier » la société soviétique, à dénoncer les abus, à créer de nouvelles habitudes, à responsabiliser les gens, à rétablir un dialogue salubre. Nombre d'observateurs ont vu dans ce discours la profession de foi de M. Gorbatchev dans les valeurs démocratiques et libérales. D'autant plus que le slogan de *demokratisatsiia* avait aussi trouvé sa place dans le langage politique. Pourtant, c'est dans l'année qui suit ce plenum que l'ouverture et le droit à la parole marquent déjà leurs limites étroites.

La presse à la pointe de la *glasnost*, comme les hebdomadaires *Les Nouvelles de Moscou* et *Ogonek* traversent une phase difficile où mises en garde et *satisfecit* leur sont distribués. A présent, *Les Nouvelles de Moscou* ont adopté un style plus officiel, plus « propagandiste », même si des « articles-scoops » continuent de faire la une. L'expression d'opinions indépendantes et des revendications nationales est à maintes reprises étouffée. Comme pour mieux faire passer le message, les autorités intimident les rédacteurs du bulletin indépendant du nom de *Glasnost*, publié sous le manteau. Enfin, au Comité central du parti, se succèdent de grandes réunions consacrées aux « moyens de communication de masse » (media) et aux « unions de créateurs » (regroupements officiels des différentes pro-

fessions culturelles et artistiques)¹¹. Les discours prononcés à ces occasions, par M. Gorbatchev et d'autres responsables, montrent sans détour l'approche *agitprop* des autorités : les media, l'élite culturelle et les sciences sociales ont pour fonction essentielle d'aider à la formation des mentalités et de communiquer les messages du pouvoir, tout en recueillant aussi des informations précieuses de la base¹².

Dans son discours pour le soixante-dixième anniversaire de la révolution, le secrétaire général du parti ne cite la *glasnost* qu'une seule fois, en passant. Il y a accordé plus d'attention dans d'autres circonstances, par exemple dans son ouvrage (mais qui est principalement destiné aux lecteurs occidentaux). A la lecture du discours officiel et au regard du climat politique actuel, il apparaît que la direction gorbatchévienne traite la *glasnost* non pas comme une fin en soi mais comme un moyen de sa politique générale de modernisation du pays et de « nouvelle détente » avec l'Ouest. Sans conteste, elle devra compter avec les effets inévitables de cette nouvelle politique de l'information, et du dégel culturel qui l'accompagne, dans certains milieux moscovites et léningradois, ainsi que dans les républiques périphériques. En ce sens, l'habitude vite prise de débattre et de réviser les clichés, le droit vite assimilé de lire de la bonne littérature russe ont déjà marqué les mentalités et la tendance ne pourra se renverser tout à fait.

En 1987, un autre slogan s'impose et complète celui de *perestroïka*, celui de « nouvelle pensée politique ». D'abord utilisée pour qualifier la nouvelle approche en matière de relations internationales, la « nouvelle pensée » élargit son espace et devient, de l'avis même des dirigeants, « la théorie de la *perestroïka* ». Le projet de modernisation économique et de renouveau politique a donc trouvé sa conceptualisation — la « nouvelle pensée » — et ses outils — *glasnost*, discipline, réformes administratives, nouvelles lois, diplomatie de la paix.

L'équipe Gorbatchev possède maintenant ses mots clés, son langage, et procède à l'arrêté, en douceur, d'une ligne officielle dont la pérennité devrait être d'au moins dix à quinze ans, jusqu'à l'an 2000.

Quels sont les thèmes porteurs du nouveau cours ? On peut

11. En particulier les réunions du 13 février, du 14 juillet et du 1^{er} décembre 1987, et celle du 8 janvier 1988.

12. Sur ce thème, cf. Marie Mendras, Langage et communication dans la politique gorbatchévienne, in *L'URSS et l'Europe de l'Est, 1987, Notes et Etudes documentaires*, numéro spécial 4844-4845, 1987, p. 13-26.

les regrouper en deux grands messages politiques que le Parti communiste n'expose pas aussi crûment mais presque : 1 / le changement est la seule alternative, et le changement exige le contrôle ; 2 / les efforts de développement accéléré en URSS impliquent une politique étrangère tout entière orientée vers la paix mais l'Occident demeure l'adversaire n° 1.

1 / Le changement répond à une obligation d'aller vers l'avant, car « il n'y a pas de recul possible », répète sans cesse Mikhaïl Gorbatchev. « Nous n'avons pas d'alternative, sinon la stagnation », dit-il à Washington en décembre 1987¹³. Les « résistances » au changement ont fait couler beaucoup d'encre en URSS et dans la presse étrangère. Il ne fait pas de doute que M. Gorbatchev a combattu des adversaires politiques et continue de consolider son pouvoir contre diverses oppositions, luttes de personnes et forces de blocage. Il en a été ainsi à chaque succession au Kremlin, même si le nouveau secrétaire général ne prônait pas des « changements révolutionnaires » (cas de L. Brejnev).

M. Gorbatchev a choisi au départ une ligne dure de réforme. Puis, il a recentré sa ligne en insistant sur les mesures d'accompagnement indispensables au changement : la discipline accompagne l'initiative ; le contrôle du parti assure l'efficacité de la *glasnost* ; les droits du citoyen n'ont d'égal que ses obligations. A partir de l'automne 1987, la presse officielle commence à développer cette argumentation qu'Alexandre Iakovlev, secrétaire du Comité central chargé notamment de la propagande, reprend explicitement à une réunion des responsables des media, de la science et de la culture : « Pourquoi devons-nous absolument penser en termes de "ou - ou" ? Ou le plan, ou le marché. Ou l'internationalisme, ou le patriotisme. Ou le rock, ou le folklore. Ou la démocratie, ou la discipline. Et ainsi de suite... Les exemples sont sans fin. Non au "ou - ou", oui au "et - et" ! Nous ne pouvons pas vivre aux extrêmes, sautant d'une impasse à une autre. »¹⁴ Telle est la « dialectique » du changement qui, de vigoureusement réformiste, évolue en une ligne moyenne.

Le rééquilibrage du discours va de pair avec un recentrage politique au sommet du pouvoir. La mise à pied de Boris Eltsine en octobre 1987 et les débats qui ont suivi illustrent ce phénomène.

13. M. Gorbatchev à une réception à l'ambassade soviétique, pour des intellectuels américains, le 8 décembre 1987.

14. A. Iakovlev, Rabotat', myslit', otvetchat' (Travailler, réfléchir, répondre), *Pravda*, 3 décembre 1987, p. 2.

Membre suppléant du Politburo et premier secrétaire du Comité du parti pour la ville de Moscou, B. Eltsine se distingue par ses propos mordants sur la corruption, l'inertie et l'urgence d'une réforme. Il semble qu'il ait été encouragé à pousser très loin ses propos pour ensuite jouer, bon gré mal gré, le rôle de dindon de la farce, ou plutôt de l'agneau sacrifié sur l'autel de la *perestroïka*. Accusé d'avoir « poignardé le parti » dans le dos par son ambition personnelle et son jusqu'au-boutisme réformiste, B. Eltsine se livre à une autocritique dans les règles de l'art communiste et lourde de sens pour l'avenir de la « démocratie » à l'intérieur du parti¹⁵.

L'affaire Eltsine sera l'occasion de lancer une attaque centriste contre les « conservateurs » et les « avant-gardistes » simultanément. M. Gorbatchev ouvre le feu dans son discours du 2 novembre 1987. Il est suivi par la presse¹⁶ et des responsables politiques, en particulier A. Iakovlev : « Une force extrêmement puissante chez nous est le *conservatisme* de l'inertie, de la vie facile, de l'habitude, de l'autosatisfaction. (...) [Il] est capable de prendre sa revanche. Et l'*avant-gardisme pseudo-révolutionnaire* est capable non pas de nous faire avancer mais de nous faire reculer, quels que soient les slogans d'ultrarestructuration (*oul'traperestroetchnyi*) derrière lesquels il se cache. »¹⁷ La conférence du parti qui se réunira en juin 1988 aura en principe pour vocation de clore cette question des « tendances » et de procéder aux remplacements de personnel dirigeant qui s'imposent.

2 / Le thème de l'interaction entre la modernisation intérieure et la politique étrangère concerne plus directement l'Occident. Il s'agit de persuader les partenaires potentiels de la détente de la réalité des « changements positifs » en URSS. A cette fin, la terminologie est soigneusement choisie : les autorités n'hésitent pas à jouer sur les ambivalences des mots et à employer des concepts qui sonnent juste aux oreilles occidentales alors qu'en langage communiste, leur signification diffère gravement. La *demokratisatsiia* est le renforcement de la « démocratie socialiste », c'est-à-dire les règles léninistes de fonctionnement et d'auto-épuration du parti. Moscou met en avant sa politique des « droits de l'Homme » tout

15. *Pravda*, 22 novembre 1987.

16. Voir aussi l'article de l'économiste-éditorialiste Gavril Popov, De quelle *perestroïka* avons-nous besoin ? Quelques réflexions sur la conception et la pratique de l'avant-gardisme, *Les Nouvelles de Moscou*, n° 51 (2153), 20 décembre 1987, p. 15.

17. A. Iakovlev, *Pravda*, 3 décembre 1987, art. cit. (souligné par nous).

en rappelant que la conception socialiste (priorité aux droits économiques et aux obligations patriotiques, notamment l'interdiction de sortie libre du territoire) est plus juste que la conception occidentale. L'ambiguïté de la *glasnost* a déjà été mentionnée.

Mikhaïl Gorbatchev a assimilé le fait que les opinions et les gouvernements occidentaux sont très sensibles aux choix de politique intérieure en URSS, l'idée de convergence possible des deux systèmes demeurant une fibre sensible à l'Ouest. Il assume donc avec force une position de modernisateur qui se préoccupe essentiellement de remettre en état son économie, d'assurer le mieux-être de sa population et de miser sur le progrès pour « libéraliser » son système. Il présente donc la politique étrangère comme subordonnée aux priorités du développement. Cette logique est séduisante mais incomplète. En effet, le secrétaire général ne cache pas, par ailleurs, que l'urgence d'une modernisation économique provient surtout du retard économique et technologique qui menace l'URSS à terme. Si celle-ci laisse le fossé se creuser entre l'Est et l'Ouest sur le plan de la puissance économique au sens large, elle se maintiendra très difficilement au rang de grande puissance, à parité avec les Etats-Unis. Dans cette dynamique de compétition permanente multiforme, la coopération avec le camp adverse est primordiale. Les autorités soviétiques doivent s'assurer la bienveillance et la participation des économies capitalistes, toujours suivant les bons préceptes de Lénine. Pour gagner cette participation et peut-être aussi un répit dans la compétition technologique, elles s'efforcent de communiquer le message politique adéquat.

Si « gorbatchévisme » il y a, c'est bien une « stratégie de pouvoir » et non une idéologie ou un projet de convergence avec le système économique et politique des démocraties occidentales. Après trois années au pouvoir, en cherchant à définir une ligne politique durable, Mikhaïl Gorbatchev montre les limites de l'expérience. Il effectue son recentrage. Il n'est aujourd'hui ni un « brejnévien » ni un « réformateur », il gouverne.

RÉSUMÉ. — *Mikhaïl Gorbatchev met l'accent sur la forme et la crédibilité du discours politique. Après trois années au pouvoir, la « nouvelle ligne » de la direction soviétique se dessine. Ce n'est pas une nouvelle idéologie mais une stratégie de pouvoir et de modernisation.*